

## **PREMIER PAS VERS UN PROCESSUS DEMOCRATIQUE: PRINCIPES ET VOLONTE DE LA GAUCHE INDEPENDANTISTE**

Nous sommes des hommes et des femmes indépendantistes de diverses générations. Nous avons travaillé et nous travaillons pour construire et développer un projet de libération nationale et sociale. Notre objectif est de constituer notre propre état car nous considérons que c'est l'unique façon de pouvoir garantir totalement le maintien et le plein développement du Peuple Basque de façon solidaire et en harmonie avec les autres peuples d'Europe et du monde. C'est notre projet politique légitime que nous comptons atteindre grâce à l'adhésion majoritaire de la société basque.

Le cadre juridico-politique actuel, en divisant notre territoire et en limitant les droits de ses citoyens, s'est avéré comme étant un scénario qui perpétue le conflit politique et armé. Il ne permet pas aux citoyens basques de pouvoir décider sans restriction de son propre futur.

C'est dans ce contexte que la situation de violence et d'affrontement armé s'est prolongé bien au-delà de ce que personne ne devrait souhaiter, avec des coûts humains et politiques connus de tous. Notre priorité c'est de dépasser ce scénario.

Ces trente dernières années de conflit ont amené une autre conclusion: Nous sommes un mouvement politique auquel le temps a donné raison. C'est ce que démontre dès le début cette exigence initiale de rupture démocratique vis-à-vis du régime franquiste, puis le « non » à la constitution espagnole par le peuple basque, puis encore le « non » à l'OTAN ou à la centrale nucléaire de Lemoiz.

C'est ce que démontre ainsi notre application à faire déjouer le piège du statut d'autonomie pour qu'il ne puisse se consolider. C'est ce que prouve notre opposition frontale au capitalisme sauvage.

Ce n'est pas sur le seul terrain de l'opposition et de la contestation que les indépendantistes ont gagné des batailles politiques et idéologiques. Les propositions de solution et de futur réalisées par la gauche indépendantiste ont pris racine parmi de larges couches de la société et parfois de façon majoritaire.

Les initiatives pour une solution négociée, les perspectives pour atteindre un cadre démocratique ou les dynamiques de construction nationale ont permis d'indubitables avancées dans le processus politique basque.

Durant ces dernières années on a avancé sur certaines questions et c'est ce qui a rendu non seulement souhaitable mais aussi possible la matérialisation positive pour l'ensemble des citoyens d'un changement de cycle. Dans le débat ouvert durant cette dernière décennies – qui a parfaitement situé les noeuds qu'il fallait trancher pour trouver une solution – au travail et dans la lutte infatigable de milliers de personnes et de secteurs sociaux ont permis d'arriver à ce seuil tant souhaité d'un changement politique réel et à la nécessité de laisser derrière soi les conséquences pernicieuses de ce conflit. Un changement de cycle qui substitue l'affrontement armé, le blocage et

le manque d'expectative par un dialogue, un accord et une solution juste, durable et stable pour le pays.

Avec ses réussites mais aussi ses échecs nous avons pu amener le processus de libération jusqu'à la phase du changement politique. Maintenant il s'agit de faire que ce changement soit irréversible. Matérialiser ce changement exige aussi des changements en nous-mêmes. Une profonde réflexion et autocritique était nécessaire et nous sommes en train de la réaliser.

La gauche indépendantiste sait bien qu'il ne s'agit pas de connaître ou d'attendre ce que les autres sont disposés à faire, sinon de savoir ce que nous devons et allons faire. La nouvelle phase a besoin de nouvelles stratégies, de nouvelles politiques d'alliances et de nouveaux instruments.

Partant du fait que dans la nouvelle phase les objectifs à atteindre sont la reconnaissance nationale d'Euskal Herria et la reconnaissance du droit à l'autodétermination, pour arriver à ce changement il est indispensable d'accroître une accumulation des forces et de porter la confrontation avec les états sur le terrain où ils sont le plus faible et qui n'est autre que celui du terrain politique.

Pour cela la lutte de masse, institutionnelle et idéologique, le changement dans le rapport des forces et la recherche d'appui dans le concert international devront être les piliers fondamentaux de la nouvelle stratégie.

L'instrument de base pour la nouvelle phase politique c'est le Processus Démocratique et sa mise en oeuvre, c'est une décision unilatérale de la Gauche indépendantiste. Pour favoriser son développement nous rechercherons des accords bilatéraux ou multilatéraux avec les agents politiques basques, avec la communauté internationale et avec les états pour pouvoir résoudre le conflit. En définitive, le Processus Démocratique c'est le pari stratégique de la gauche indépendantiste pour gagner le changement politique et social. Toutes ces considérations sont communément partagées au sein de la Gauche indépendantiste dans le cadre du débat qui est en train de s'y dérouler en toute responsabilité.

C'est ainsi, qu'au travers de ce débat, on vise à garantir des principes propres à toute la base militante et sociale. Nous souhaitons les partager maintenant avec les citoyens basques, les agents politiques, syndicaux et sociaux du pays tout comme avec la Communauté internationale.

Ces principes sont les suivants :

1. La volonté populaire exprimée par des voix pacifiques et démocratiques, constitue l'unique référence du processus de solution démocratique tant dans la confiance pour sa mise en oeuvre et son parfait développement que dans l'obtention d'accords qui devront être approuvés par les propres citoyens. La Gauche indépendantiste, tout comme les autres agents devraient le faire, s'engage solennellement à respecter, à chaque phase du processus, les décisions qu'auront prises au fur et à mesure les citoyens de façon libre,

pacifique et démocratique.

2. L'ordonnancement politico-judiciaire adopté à chaque moment doit être la conséquence de la volonté populaire et doit garantir les droits de l'ensemble des citoyens. Les cadres légaux en vigueur à chaque période ne peuvent être un obstacle ou un frein à la volonté populaire librement et démocratiquement exprimée mais sont les garants de son plein exercice.
3. Les accords à obtenir durant le processus démocratique devront respecter et réguler les droits reconnus dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, dans le Pacte International des Droits Economiques, Sociaux et Culturels et le Pacte International des Droits Civils et Politiques ainsi que dans d'autre norme internationale concernant les Droits de l'Homme qu'ils soient individuels ou collectifs et La Charte des Droits des Femmes.
4. Le dialogue politique intégrateur et à égalité de conditions devient le principal dispositif pour ouvrir des accords entre les principales sensibilités politiques du pays. La gauche indépendantiste exprime toute sa volonté d'être partie intégrante à ce dialogue.
5. Dans le cadre du processus démocratique, le dialogue entre les forces politiques doit avoir comme objectif un accord politique résolutoire devant être ratifié par les citoyens. L'accord qui en résultera devra garantir que tous les projets politiques seront défendus non seulement en condition d'égalité d'opportunités et en absence de toute forme de coaction et d'ingérence mais aussi qu'ils pourront se matérialiser si tel est le souhait majoritaire des citoyens exprimé par des procédures légales autorisées à cet effet.
6. Le processus démocratique doit se développer par l'utilisation des voies et des moyens exclusivement politiques et démocratiques et en l'absence totale de violence et sans aucune ingérence. Nous partons de la conviction que cette stratégie politique permettra des avancés par le biais du Processus Démocratique. L'Afrique du Sud et l'Irlande en sont un parfait exemple.
7. Nous réitérons notre engagement de la proposition d'Anoeta. En accord à elle-même, il devra s'établir un processus de dialogue, multipartis et à égalité de condition entre l'ensemble des forces politiques du pays, abordant la création d'un cadre démocratique dans lequel les citoyens pourront décider librement et démocratiquement de leur futur sans autre limite que celle de la volonté populaire. Nous croyons que ce processus doit suivre les principes du Sénateur Mitchell. Par ailleurs, il doit s'instaurer un processus de négociation entre ETA et l'état espagnol pour traiter de la démilitarisation du pays, de la libération des prisonniers politiques basques, du retour des exilés, et d'un traitement juste et équitable pour l'ensemble des victimes du conflit.

Sur tout cela, nous réaffirmons sans aucune réserve notre position en faveur d'un processus démocratique et pacifique qui puisse accéder à une démocratie intégrante ou le peuple basque puisse, libre et sans aucune intimidation, se déterminer en toute indépendance sur son futur.

***Euskal Herria, 14 de Novembre de 2009***